

Devoir surveillé – L'État de droit et les libertés

Hierarchie des normes, séparation des pouvoirs, libertés fondamentales et leurs limites, justice et Conseil constitutionnel (programme 2024)

Durée : 55 min – Sans document – Sur 20 points · EMC 4^e

Nom : _____

Date : _____

Note : _____ / 20

Les réponses doivent être rédigées et justifiées. Soigne l'orthographe et la présentation.

Exercice 1 – Repères et définitions

(4 pts)

- | | |
|--|---|
| a) Définis l'État de droit en citant ses trois conditions. | c) Nomme les trois pouvoirs et l'institution française qui exerce chacun d'eux. |
| b) Classe du plus élevé au plus bas : loi, arrêté municipal, Constitution, traité international. | d) Quelle institution contrôle la conformité des lois à la Constitution ? Indique sa date de création et l'une de ses deux procédures de saisine. |

Exercice 2 – Étude de documents : le droit à un procès équitable

(4 pts)

Document 1 — Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 26 août 1789, article 9. «

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. »

Document 2 — Convention européenne des droits de l'homme, 4 novembre 1950, article 6

(extraits). « 1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi [...]. 2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie. 3. Tout accusé a droit notamment à : [...] c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent. »

- Présente les deux documents : nature, date, auteur ou organisation, et place de chacun dans la hiérarchie des normes en France.
- Quel principe commun aux deux textes est énoncé à l'article 9 de 1789 et au paragraphe 2 de 1950 ? Explique ce qu'il implique pour la personne accusée.
- Relève dans le document 2 quatre qualités que doit avoir un procès ou un tribunal, et explique l'une d'elles.
- Le document 1 admet qu'on puisse arrêter un homme présumé innocent, mais pose une condition. Laquelle ? Donne une règle française actuelle qui l'applique.

Exercice 3 – Lecture d'un tableau : la hiérarchie des normes*(4 pts)*

Rang	Norme	Exemple	Qui l'adopte ?
1	Constitution et bloc de constitutionnalité	DDHC de 1789, art. 66 de la Constitution	Le peuple (référendum) ou le Congrès
2	Traités internationaux	Convention européenne des droits de l'homme	Négociés par l'exécutif, ratifiés
3	Lois	Loi du 14 avril 2011 sur la garde à vue	Le Parlement
4	Règlements	Arrêté préfectoral interdisant une manifestation	Gouvernement, préfets, maires

- Explique la règle générale qui lie les quatre rangs du tableau.
- Le Parlement vote une loi qui supprime le droit à un avocat pendant la garde à vue. En t'appuyant sur deux rangs du tableau, explique pourquoi cette loi ne pourrait pas s'appliquer, et qui pourrait l'en empêcher.
- Un préfet prend un arrêté interdisant « toute manifestation dans le département jusqu'à nouvel ordre ». À quel rang se situe cet arrêté, quelle norme supérieure viole-t-il, et devant quel juge peut-on le contester ?
- Pourquoi le peuple ou le Congrès sont-ils les seuls à pouvoir modifier le rang 1 ? Que garantit cette règle ?

Exercice 4 – Étude de cas : quatre limites aux libertés*(4 pts)*

Pour chaque situation, nomme la **liberté** en cause, dis si la limite est **légale** ou constitue une **atteinte illégale**, justifie en une phrase (texte, nécessité, proportion) et indique le **recours** possible.

- Un tribunal condamne un internaute qui a publié un message appelant à la violence contre une communauté religieuse.
- Un maire interdit à un journal local de distribuer son numéro parce qu'il critique sa gestion.
- Un homme est retenu au commissariat pendant trois jours sans voir d'avocat, pour un vol de vélo.
- L'État exproprie un propriétaire pour construire une ligne de tramway, en lui versant une indemnité fixée par le juge.

Exercice 5 – Argumentation guidée : « Un État de droit peut-il limiter les libertés ? »*(4 pts)*

Rédige un paragraphe argumenté d'une quinzaine de lignes en suivant les quatre étapes. Chaque étape doit s'appuyer sur au moins un élément précis du cours (article, loi, date, institution).

- Montre, à partir d'un texte fondateur, que les libertés ont par nature des limites.
- Explique les conditions qui distinguent une limite légitime d'une atteinte arbitraire.
- Montre le rôle des juges et des institutions dans le respect de ces conditions, avec deux exemples.
- Conclus en expliquant pourquoi limiter les libertés selon ces règles protège, en réalité, les libertés.

Bon courage !